



RÉSUMÉ

Living Planet Report 2002

Embargo pour 14.00GMT le 9 Juillet 2002

Le *Living Planet Report* («Rapport planète vivante») offre une mise à jour périodique de l'état des écosystèmes naturels de la planète – mesuré par le *Living Planet Index* (LPI – «Indice planète vivante») – et fait le point sur la pression exercée sur eux par l'humanité du fait de la consommation des ressources naturelles renouvelables – mesurée par l'empreinte écologique. Il existe un lien de cause à effet entre les deux mesures.

L'indice «planète vivante» découle des tendances observées ces 30 dernières années parmi des populations de centaines d'espèces d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, d'amphibiens et d'espèces marines. Entre 1970 et 2000, cet index a régressé d'environ 35 %. Le LPI représente la moyenne de trois indices basés sur l'écosystème. En 30 ans, l'indice des populations des espèces forestières a diminué d'environ 15 %, l'indice des populations des espèces marines a baissé d'environ 35 % et l'indice des populations des espèces d'eau douce a chuté de 55 %. Ces tendances nettes illustrées par le LPI confirment de façon quantitative que le monde connaît actuellement un recul très rapide de la biodiversité comparable aux événements globaux d'extinction en masse survenus seulement cinq ou six fois dans l'histoire de la Terre.

L'empreinte écologique mesure la consommation de ressources naturelles par un groupe humain, à l'échelle d'un pays, d'une région ou du monde entier. L'empreinte écologique d'un groupe humain correspond à la surface totale, terrestre ou aquatique, biologiquement productive nécessaire pour produire tous les types de cultures, de viandes, de poissons, de bois et de fibres qu'il consomme, pour maintenir sa consommation en énergie et répondre aux besoins en espace nécessaire pour accueillir ses infrastructures. L'empreinte écologique est comparable à la capacité productive biologique terrestre et aquatique disponible de ce groupe humain.

La Terre dispose d'environ 11,4 milliards d'hectares de terres et de mers productives, sans compter toutes les zones non productives de calottes glaciaires, de désert et d'océan ouvert, soit environ un quart de sa surface. Si

l'on divise ce total par la population mondiale qui compte six milliards d'êtres humains, ce total équivaut à seulement 1,9 hectares par personne. Alors que l'empreinte écologique du consommateur africain ou asiatique moyen était inférieure à 1,4 hectares par personne en 1999, la moyenne de l'empreinte écologique d'un occidental était d'environ 5,0 hectares et pour un Nord-Américain, d'environ 9,6 hectares.

L'empreinte écologique du consommateur moyen mondial en 1999 était de 2,3 hectares par personne, soit 20 % de plus que la capacité biologique de la Terre de 1,90 hectares par personne. En d'autres termes, l'humanité dépasse désormais la capacité de la planète à maintenir sa consommation en ressources renouvelables. Nous sommes en mesure de maintenir temporairement cette surexploitation globale en puisant dans les stocks de forêts de la planète, de poissons et de sols fertiles. Nous déversons également nos excédents de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Aucune de ces deux pratiques n'est durable à long terme – la seule solution durable est de vivre dans les limites de la capacité productive biologique de la Terre.

Cependant, les tendances actuelles montrent que l'humanité est de plus en plus loin de satisfaire cette exigence minimum en matière de durabilité. Entre 1961 et 1999, l'empreinte écologique mondiale est passée d'environ 70 % de la capacité biologique de la planète à environ 120 %. De plus, les projections futures basées sur des scénarios vraisemblables de croissance démographique, de développement économique et d'évolutions technologiques montrent que d'ici 2050, l'empreinte de l'humanité augmentera probablement d'environ 180 % à 220 % de la capacité biologique de la terre.

Bien entendu, il est très peu probable que la Terre puisse supporter une surexploitation écologique pendant 50 années supplémentaires sans graves répercussions écologiques menaçant la croissance démographique et économique future. Mais mieux vaudrait prendre en main notre sort plutôt que de laisser la nature en décider. Si nous devons retourner sur le chemin du développement durable, quatre changements fondamentaux s'imposent. Il est tout d'abord nécessaire d'améliorer les normes ressources-efficacité permettant de produire des biens et des services. En second lieu, il convient de consommer les ressources de façon plus

efficace et rééquilibrer les différences de consommation entre les pays à hauts et à bas revenus. Troisièmement, la croissance démographique doit être contrôlée par la promotion de l'éducation universelle et des soins de santé. Enfin, il est impératif de protéger, gérer et restaurer les écosystèmes naturels afin de préserver la biodiversité et maintenir les services écologiques, et ainsi de préserver et améliorer la productivité biologique de la planète pour le bénéfice des générations actuelles et futures.

Juillet 2002